Article 39 : Les attributions et l'organisation des services et des bureaux à créer, en tant que de besoin, sont fixées par arrêté du ministre.

Article 40 : Chaque direction centrale dispose d'un secrétariat dirigé et animé par un secrétaire qui a rang de chef de bureau.

Article 41 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du décret n° 2024-99 du 6 mars 2024 portant attributions et organisation de la direction générale du trésor, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 16 avril 2025

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Anatole Collinet MAKOSSO

Le ministre des finances, du budget et du portefeuille public,

Christian YOKA

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE L'INTEGRATION REGIONALE

Arrêté n° 393 du 8 avril 2025 portant institution et organisation de la 3^e enquête démographique et de santé du Congo

Le ministre de l'économie, du plan et de l'intégration régionale,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 35-2018 du 5 octobre 2018 portant création de l'institut national de la statistique ;

Vu la loi n° 36-2018 du 5 octobre 2018 sur la statistique officielle ;

Vu le décret n° 2019-431 du 30 décembre 2019 portant approbation des statuts de l'institut national de la statistique ;

Vu le décret n° 2021-503 du 7 décembre 2021 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la commission supérieure de la statistique ;

Vu le décret n° 2009-402 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre de la santé et de la population ;

Vu le décret n° 2025-60 du 5 mars 2025 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du plan et de l'intégration régionale ;

Vu le décret n° 2021-300 du 12 mai 2021 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2025-1 du 10 janvier 2025 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrête :

CHAPITRE I : DE L'INSTITUTION

Article premier : Il est institué, sur toute l'étendue du territoire national, la 3^e enquête démographique et de santé du Congo, en sigle EDSC-III.

Article 2 : L'enquête démographique et de santé du Congo a pour missions de :

- recueillir les données sur la mortalité et la fécondité, en particulier pour mesurer les niveaux de mortalité infantile, juvénile et les taux de fécondité ;
- déterminer et analyser les facteurs et les mécanismes qui sous-tendent les niveaux et les structures de la fécondité et de la mortalité ;
- mesurer le taux de connaissance et de pratique de la contraception ;
- collecter les informations sur la santé familiale, notamment pour l'analyse des comportements familiaux en rapport avec les décisions et les choix liés à la santé ;
- étudier les causes d'infécondité et de stérilité encore élevées dans certains départements du pays, d'après les résultats du dernier recensement démographique ;
- mesurer l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans : mesures anthropométriques, poids et taille ;
- recueillir les données sur le VIH-SIDA ;
- recueillir les données sur le paludisme ;
- renforcer les capacités nationales en matière d'organisation démo-épidémiolo-sanitaires ;
- renseigner les indicateurs nécessaires au suivi de la mise en œuvre et à l'évaluation du plan national de développement 2022-2026, des objectifs de développement durable et de l'agenda 2063 de l'Union africaine.

CHAPITRE II : DE L'ORGANISATION

Article 3 : La 3^e enquête démographique et de santé du Congo comprend :

- le comité de pilotage ;
- l'équipe technique permanente.

SECTION I : DU COMITE DE PILOTAGE

Article 4 : Le comité de pilotage de l'EDSC-III est l'organe d'orientation et de décision. A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- définir les orientations générales de l'enquête ;
- veiller sur la disponibilité et le déblocage des fonds dans le respect du calendrier de l'enquête ;
- coordonner les différentes phases du projet ;
- veiller sur l'exécution et l'avancement des opérations sur le terrain ;
- soumettre aux autorités compétentes les mesures visant à faciliter les opérations de terrains et la production des résultats ;

- valider le rapport final de l'EDSC-III ;
- se prononcer sur toutes les questions qui lui sont soumises par l'équipe technique permanente de l'EDSC-III.

Article 5 : Le comité de pilotage est composé, ainsi qu'il suit :

- président : le directeur de cabinet du ministre chargé de la statistique ;
- vice-président : le directeur de cabinet du ministre chargé de la santé et de la population ;
- secrétaire : le directeur général de l'institut national de la statistique ;
- rapporteur : le directeur général des soins et services de santé.

membres :

- le directeur général de la population ;
- le directeur général du laboratoire national de santé publique ;
- le directeur général de la centrale d'achats des médicaments essentiels et produits de santé ;
- le coordonnateur du projet KOBIKISA ;
- le coordonnateur du projet HISWACA ;
- le représentant du programme national de lutte contre le sida ;
- le représentant du programme national de lutte contre le paludisme ;
- trois (3) représentants de Catholic Relief Service (CRS) ;
- deux (2) représentants de la direction des études et de la planification du ministère en charge de la santé et de la population ;
- un (1) représentant de la Banque mondiale ;
- un (1) représentant de l'Organisation mondiale de la santé ;
- un (1) représentant du comité de coordination des activités du Fonds mondial au Congo ;
- un (1) représentant du Fonds des Nations unies pour l'enfance ;
- un (1) représentant du Fonds des Nations unies pour la population.

Article 6 : Le comité de pilotage se réunit au moins trois fois par an, sur convocation de son président.

Article 7 : Le président du comité de pilotage dirige les réunions et veille à l'application des résolutions prises au cours des réunions.

Article 8 : Le comité de pilotage peut faire appel à toute personne ressource.

SECTION II : DE L'EQUIPE TECHNIQUE PERMANENTE

Article 9 : L'équipe technique permanente est l'organe opérationnel de la 3^e enquête démographique et de santé du Congo.

A ce titre, elle est chargée, notamment, de :

- concevoir la méthodologie de l'enquête ;

- élaborer le calendrier des opérations ;
- élaborer les documents techniques de l'enquête ;
- suivre les opérations de terrain ;
- dépouiller, exploiter et analyser les résultats de l'enquête ;
- préparer les réunions du comité de pilotage et veiller à l'application des décisions y relatives ;
- rédiger le rapport final de l'EDSC-III.

Article 10 : L'équipe technique permanente est composée, ainsi qu'il suit :

- un coordonnateur national ;
- un coordonnateur national adjoint ;
- un coordonnateur technique ;
- un coordonnateur technique adjoint ;
- un chef de projet ;
- cinq (5) chefs de sections et des membres de sections.

SECTION III : DU COORDONNATEUR NATIONAL

Article 11 : Le coordonnateur national de l'enquête démographique et de santé est le directeur général de l'institut national de la statistique.

Il est le principal responsable de la conduite et de l'exécution des opérations, ainsi que de la gestion des fonds.

A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- conduire, suivre et évaluer les activités de l'enquête ;
- veiller à l'exécution des dispositions contenues dans le document du projet ;
- gérer les crédits de l'enquête.

Article 12 : Le coordonnateur national est assisté du coordonnateur technique.

SECTION IV : DU COORDONNATEUR NATIONAL ADJOINT

Article 13 : Le coordonnateur national adjoint de l'enquête démographique et de santé est le directeur général des soins et services de santé.

Article 14 : Le coordonnateur national adjoint assiste le coordonnateur national dans l'exercice de ses attributions.

A ce titre, il assure les fonctions d'expert dans l'organisation et la gestion du système de santé.

SECTION V : DU COORDONNATEUR TECHNIQUE

Article 15 : Le coordonnateur technique de l'enquête démographique et de santé est le directeur des enquêtes et des recensements à l'institut national de la statistique.

Article 16 : Le coordonnateur technique assiste le coordonnateur national dans l'exercice de ses attributions.

Il assure les fonctions de conseiller du coordonnateur national dans le domaine de la statistique.

SECTION VI : DU COORDONNATEUR TECHNIQUE ADJOINT

Article 17 : Le coordonnateur technique adjoint est le directeur des statistiques démographiques et sociales à l'institut national de la statistique.

Article 18 : Le coordonnateur technique adjoint assiste le coordonnateur national dans l'exercice de ses attributions.

Il supplée le coordonnateur technique et assure les fonctions d'expert sur les questions techniques de la statistique.

SECTION VII : DU CHEF DE PROJET

Article 19 : Le chef de projet est le responsable de l'équipe technique permanente et des opérations sur le terrain.

A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- rédiger les rapports de synthèse ;
- rendre compte au coordonnateur de l'avancement des travaux de l'enquête.

Article 20 : Le chef de projet est nommé par le ministre chargé de la statistique, sur proposition du coordonnateur national.

SECTION VIII : DES SECTIONS DE L'EQUIPE TECHNIQUE PERMANENTE

Article 21 : Les sections de l'équipe technique permanente sont :

- section méthodologie et collecte des données ;
- section exploitation, traitements et archivage des données ;
- section analyse des données ;
- section communication et sensibilisation ;
- section administration, finances et logistique.

Article 22 : Chaque section est dirigée par un chef de section, assisté par des membres.

Article 23 : L'équipe technique permanente peut faire appel à toute personne ressource.

Article 24 : L'équipe technique permanente est mise en place par le ministre chargé de la statistique, sur proposition du directeur général de l'institut national de la statistique.

SOUS-SECTION I : DE LA SECTION DE LA METHODOLOGIE ET COLLECTE DES DONNEES

Article 25 : La section méthodologie et collecte des données est chargée, notamment, de :

- concevoir la méthodologie de l'enquête ;

- constituer la base de sondage et en tirer l'échantillon ;
- élaborer le questionnaire ;
- rédiger les manuels techniques ;
- former le personnel de terrain dans le domaine de la méthodologie ;
- superviser la formation du personnel de terrain dans le domaine de la collecte ;
- superviser la collecte des données sur le terrain ;
- superviser l'analyse des données suivant les objectifs de l'enquête et les résultats attendus .

SOUS-SECTION II : DE LA SECTION EXPLOITATION, TRAITEMENTS ET ARCHIVAGE DES DONNEES

Article 26 : La section exploitation, traitements et archivage des données est chargée, notamment, de :

- élaborer le plan de tabulation ;
- superviser le contrôle des données issues du terrain ;
- superviser la codification ;
- élaborer les programmes informatiques ;
- archiver les données après l'analyse ;
- exécuter le plan de tabulation.

SOUS-SECTION III : DE LA SECTION ANALYSE DES DONNEES

Article 27 : La section analyse des données est chargée, notamment, de :

- analyser les données issues de la collecte ;
- superviser l'analyse des données ;
- élaborer le rapport des indicateurs clés.

SOUS-SECTION IV : DE LA SECTION COMMUNICATION ET SENSIBILISATION

Article 28 : La section communication et sensibilisation est chargée, notamment, de :

- élaborer et gérer le plan de communication de l'enquête ;
- organiser les campagnes de sensibilisation et d'information des populations sur les objectifs et le déroulement de l'enquête ;
- assurer la médiatisation de l'enquête .

SOUS-SECTION V : DE LA SECTION ADMINISTRATION, FINANCES ET LOGISTIQUE

Article 29 : La section administration, finances et logistique est chargée, notamment, de :

- rédiger les rapports des activités de l'enquête ;
- ventiler les correspondances auprès des autorités administratives, préfectorales, communales ;
- archiver les documents de l'enquête ;
- gérer les fonds ;
- exécuter toutes les dépenses de l'enquête ;
- gérer le matériel de l'enquête ;
- assurer la distribution des kits.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 30 : Tous les agents qui participent à l'enquête sont tenus au secret statistique.

Les renseignements individuels recueillis à l'occasion de l'enquête et ayant trait à la vie personnelle et familiale, aux faits et comportements d'ordre privé des enquêtés ne peuvent faire l'objet d'une communication de la part du service dépositaire.

Article 31 : Les fonctions de membre du comité de pilotage sont gratuites.

Toutefois, les membres dudit comité bénéficient des jetons de présence lors des sessions ordinaires et extraordinaires.

Article 32 : Les membres de l'équipe technique permanente bénéficient des primes mensuelles financées par le budget de l'Etat.

Article 33 : Tout bien acquis pour la réalisation de la 3^e enquête démographique et de santé du Congo est réputé propriété de l'institut national de la statistique.

Article 34 : Le présent arrêté sera enregistré, publié au Journal officiel de la République du Congo et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 8 avril 2025

Ludovic NGATSE

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

Arrêté n° 971 du 24 avril 2025 mettant en place les systèmes d'alerte rapide de l'enfance en danger

Le ministre des affaires sociales, de la solidarité et de l'action humanitaire,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 4-2010 du 14 juin 2010 portant protection de l'enfant en République du Congo ;

Vu le décret n° 2010-604 du 21 septembre 2010 portant organisation du ministère des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité ;

Vu le décret n° 2017-413 du 10 octobre 2017 relatif aux attributions du ministère des affaires sociales, de la solidarité et de l'action humanitaire ;

Vu le décret n° 2025-1 du 10 janvier 2025 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrête :

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Il est mis en place, en application des dispositions de l'article 61 de la loi n° 4-2010 du 14 juin 2010 susvisée, des systèmes d'alerte rapide de l'enfance en danger.

Les systèmes d'alerte rapide de l'enfance en danger sont placés sous l'autorité du ministre des affaires sociales.

Article 2 : Les systèmes d'alerte rapide de l'enfance en danger sont des organes de prévention de mauvais traitements et de protection des enfants maltraités.

A ce titre, ils sont chargés, notamment, de :

- recueillir les informations et les données sur les menaces ou atteintes aux droits des enfants ;
- alerter les services compétents sur les menaces ou atteintes aux droits de l'enfant ;
- préparer les acteurs étatiques, les communautés, les femmes, les jeunes filles mères, les organisations de la société civile œuvrant dans le domaine de la protection de l'enfant aux menaces ou atteintes aux droits de l'enfant pouvant être engendrées par les risques résiduels ;
- évaluer et surveiller les risques de violences, d'abus et d'exploitations dont sont victimes les enfants ;
- suggérer aux services compétents les réponses adaptées aux menaces ou atteintes identifiées ;
- participer à la lutte contre les risques pouvant mettre en danger la vie des enfants.

CHAPITRE II : DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT DES SYSTEMES D'ALERTE RAPIDE

Article 3 : Les systèmes d'alerte rapide comprennent :

- un comité d'orientation stratégique ;
- un secrétariat exécutif ;
- des antennes départementales.

Section 1 : Du comité d'orientation stratégique

Article 4 : Le comité d'orientation stratégique est l'organe de gouvernance et de décision des systèmes d'alerte rapide.

A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- examiner et approuver les rapports, programmes et plans du secrétariat exécutif sur les systèmes d'alerte rapide ;
- formuler les orientations, les recommandations sur la mise en œuvre des plans, des programmes et projets de la politique des systèmes d'alerte rapide de l'enfance en danger ;
- suivre et évaluer la mise en œuvre des systèmes d'alerte rapide de l'enfance en danger ;
- contrôler les systèmes d'alerte aux niveaux central et départemental.

Article 5 : Le comité d'orientation stratégique est composé ainsi qu'il suit :

- président : le ministre chargé des affaires sociales ;